

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
19 rue de Ciron
Bâtiment A
81013 Albi Cedex

Albi, le 28/03/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 Dénat

Références : 81-Déchets-2024-12
Code AIOT : 0006811385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2024 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 Dénat.
Plan de contrôle annuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 Dénat
- Code AIOT : 0006811385 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Organisation du stockage et traçabilité des déchets amiantés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
14	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
15	Contrôle des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
16	Déchets non autorisés	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Origines des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.3	
3	Intégration du site	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.3	
4	Affichage	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2..4.2	
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2..7.3	
6	Qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2	
7	Déclaration	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 5.1.7.2	
8	Effluents	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.1	
9	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.2.4	
10	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2	
12	Déclaration préalable	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2	

13	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4	
----	----------------------	---	--


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cinq non-conformités ont été relevées à l'occasion de cette visite, dont quatre font l'objet d'une mise en demeure pour non respect des prescriptions.


L'inspection devait porter sur la gestion des déchets d'amiante, ce sont les constats faits sur site au moment de la visite qui ont motivé un élargissement de l'inspection au stockage des déchets inertes, dont l'organisation interne n'est pas conforme à la réglementation.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels - Rubriques autorisées
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau : 2760-2b - Installation de stockage de déchets non dangereux - amiante Capacité totale 31 985 m ³ / 48 000 tonnes sur 15 ans Capacité max./an : 3200 tonnes 2760-3 - Installation de stockage de déchets inertes Capacité totale 379 600 m ³ / 660 000 tonnes sur 15 ans Capacité max./an : 44 000 tonnes
Constats : Les quantités de déchets admis sur l'installation ces trois dernières années sont les suivantes: Année 2023 - ISDI : 51 770 tonnes - Amiante : 1.712 tonnes Année 2022 - ISDI : 42 933 tonnes - Amiante : 1 238 tonnes Année 2021 - ISDI : 43 665 tonnes - Amiante : 1 680 tonnes Non-conformité : 'exploitant a dépassé en 2023 la capacité annuelle autorisée de l'ISDI de 18 %.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informe l'Inspection des suites qu'il compte donner afin de respecter sa capacité annuelle autorisée.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Origines des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels - Origines des déchets
Prescription contrôlée : Seuls les déchets provenant du département de l'Ariège (9), l'Aude (11), l'Aveyron (12), le Cantal (15), la Haute-Garonne (31), le Gers (32), l'Hérault (34), le Lot (46), la Lozère (48), Les Pyrénées Orientales (66), le Tarn (81) et le Tarn et Garonne (82) peuvent être admis sur l'installation de stockage de DMCCA.
Constats : L'origine des déchets amiantés est conforme.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Intégration du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels - Intégration du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.31 - Propreté</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, gravats ou morceaux de gravats, boues, emballages plastiques ou big bags, déchets.</p> <p>Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.</p> <p>Article 2.3.2 - Esthétique</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation se distingue peu du paysage à l'entour.</p> <p>Malgré la saison propice à l'humidité, il y a peu d'export de boue et autre sur la voirie locale.</p> <p>L'état général de l'exploitation n'appelle pas de commentaire.</p>
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2..4.2
Thème(s) : Risques accidentels - Affichage
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information, positionné à l'entrée principale du site, indique en dessous de l'en-tête «Installation Classée pour la protection de l'environnement»: <ul style="list-style-type: none">• les activités du site,• les numéros et dates des arrêtés préfectoraux d'autorisation,• la raison sociale, l'adresse de l'exploitant et ses coordonnées téléphoniques,• les jours et heures d'ouverture,• la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée »,• le numéro de téléphone de la gendarmerie et des services départementaux d'incendie et de secours. Le panneau est en matériau résistant, les inscriptions sont indélébiles et nettement visibles.
Constats : Le panneau est complet.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2..7.3
Thème(s) : Risques accidentels - Analyses et transmission des résultats
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...] Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).
Constats : Les données GIDAF sont régulièrement renseignées par l'exploitant, au fur et à mesure de la réception des résultats d'analyses. Le dernier rapport d'analyses des eaux est sans observation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Bassin BRI - Sortie bassin rétention eaux pluviales</u> Sur le rapport APAVE février 2024, qui concerne les PFAS , l'exploitant doit expliquer ce que signifient les commentaires du laboratoire d'analyses : - <i>Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : Observation d'un écart lors de la mise en oeuvre de la méthode d'essai.</i> - <i>Résultat(s) émis hors des spécifications de la méthode accréditée.</i> - <i>La présence d'un interférent en zone 2 ne nous permet pas de procéder à la lecture / l'analyse de cet échantillon.</i>
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels - Qualité de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles) et d'une mesure des fibres d'amiante. Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m ² /j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. En outre les dépôts ne doivent pas contenir de fibres d'amiante.
Constats : Le rapport APAVE du 11 décembre 2023 indique qu'aucune fibre d'amiante n'a été relevée dans les mesures des retombées de poussières.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 5.1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels - Déclaration annuelle GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'exploitant déclare chaque année ses quantités sur GEREP. ISDI : dépassement en 2023 de la quantité annuelle autorisée de 18 %.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels - Effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants: <ul style="list-style-type: none">• les eaux de ruissellement extérieures au site,• les eaux de ruissellement intérieures composées des eaux pluviales ayant ruisselé sur l'installation de stockage de déchets inertes ou les parties réaménagées de l'installation de stockage de DMCCA,• les eaux souterraines issues d'éventuels écoulements d'eaux souterraines ou de sub-surfaces,• les eaux de voiries,• les lixiviats issus des casiers de stockage des DMCCA,• les eaux vannes.
Constats : Les eaux de ruissellement extérieures au site sont captées par des fossés périphériques. Les eaux pluviales ayant ruisselé sur le casier C4 (amiantés) sont captées par le fossé supérieur et sont dirigées jusqu'au bassin BRI. Les eaux de voiries internes sont canalisées par des fossés ou des ouvrages jusqu'au bassin BRI. Les lixiviats issus du casier C4 sont captés par un regard situé au point bas et sont ensuite dirigés vers le bassin BRA avant de transiter par les bassins BDA 1 à 3 puis BRI, qui surverse vers le milieu naturel. Les eaux vannes sont gérées par la fosse septique de l'exploitation.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels - Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Un fossé de collecte est implanté sur toute la périphérie du casier pour recueillir les eaux de ruissellement internes et éviter le ruissellement vers le casier. Les eaux collectées sont dirigées vers l'écoulement naturel du terrain en aval du casier et rejoignent les eaux de ruissellement de l'installation de stockage de déchets inertes au niveau du bassin BRI d'un volume de 230 m3.
Constats : Le fossé de collecte du casier C4 est implanté à l'amont du casier et intercepte toutes les eaux de ruissellement en provenance de la piste supérieure.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Gestion de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels - Gestion de l'exploitation
Prescription contrôlée : À minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.10.2.
Constats : L'exploitant a transmis le 4 mars 2024 à l'Inspection le bilan annuel d'activité 2023 auquel sont joints un levé topographique des casiers au 15 janvier 2024, ainsi qu'un tableau des capacités restantes, au 31 décembre 2023, qui sont les suivantes: - ISDI: 315 680 m ³ , - Stockage amiante : 24 800 m ³ .
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Gestion de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels - Gestion de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.</p> <p>Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.</p> <p>Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets amiantés sont stockés avec leur conditionnement dans le casier C4. Lors de l'inspection, aucun défaut n'a été relevé sur les déchets emballés.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur site d'un dispositif d'emballage qui permette de conditionner les déchets réceptionnés. Les déchets non emballés sont refusés.</p> <p>Chaque lot de déchets admis fait l'objet d'un BSDA Trackdéchets.</p> <p>Lors de l'inspection, les derniers arrivages de déchets amiantés n'étaient pas recouverts par 20 cm de terre, tel que prescrit. Ce non-respect avait valu une mise en demeure à l'exploitant lors d'une précédente inspection en mai 2022.</p>
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois


N° 12 : Déclaration préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels - Documents d'acceptation
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie ci-après: <ul style="list-style-type: none">- source et origine du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage. [...]
Constats : Un contrôle a porté sur une fiche d'acceptation préalable prise au hasard dans le classeur de l'exploitant. La fiche d'information préalable n°24/3879 qui concerne les déchets d'un chantier de désamiantage dans le Tarn a été vérifiée : elle n'appelle pas de commentaire. A noter que les déchets étant emballés, voire sur-emballés, il est difficile au niveau du casier de stockage de se faire une idée de l'odeur, de l'apparence et de la couleur des déchets.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels - Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable).
Constats : Le registre d'admission des déchets amiantés a été contrôlé par sondages. Chaque apport est accompagné de sa fiche d'acceptation (CAP) et du BDS Trackdéchets, en version papier et/ou informatique. <u>CAP 23/3768</u> - Validité jusqu'au 15 décembre 2024 - 3,6 tonnes de déchets reçus le 31 janvier 2024. - Entreprise Grand sud désamiantage : chantier à Narbonne (11). - Code déchets : 17 06 05* - Code traitement : D5 - n°BSDA Trackdéchets : 3092-5 <u>CAP 23/3574</u> - Validité jusqu'au 18 juillet 2024 - 14 tonnes de déchets reçus le 5 octobre 2023. - Entreprise Benezech TP : chantier à St-Salvy de la Balme (81). - Code déchets : 17 06 05* - Code traitement : D5 - n°BSDA Trackdéchets : 2898-1
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 14 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels - Admission des déchets
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Au niveau de l'ISDI, et selon les constats faits lors de la visite du site en compagnie du représentant de l'exploitant, aucun contrôle des déchets inertes n'est effectué, que ce soit lors de la pesée, et du déchargement jusqu'au régilage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit revoir ses procédures de réception, de contrôle et de tri des déchets inertes avant toute opération de régilage. Il adresse ces procédures à l'Inspection sous un mois, pour validation.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 15 : Contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques accidentels - Déchargement des déchets
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Il n'y a pas de zone de contrôle sur site. Lors de la visite, deux camions ont benné leurs contenus sur l'ISDI en l'absence du représentant de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place une zone de contrôle et, comme abordé au constat précédent, revoit ses procédures de réception, de contrôle et de tri des déchets inertes avant régilage.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

N° 16 : Déchets non autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques accidentels - Tri des déchets non autorisés
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]
Constats : Il n'y a pas de benne de tri sur le site. Il a été constaté que de nombreux déchets non autorisés étaient visibles sur la plateforme de l'ISDI : ferraille, bois, gaine plastique, etc., ce qui confirme la perfectibilité des opérations de tri et de contrôle avant régalaie. En talus de l'ISDI, ont été observés un important gisement de matériaux plâtreux et des déchets de bois, les uns et les autres en quantité non négligeable. Cf. planche photos.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place une ou plusieurs bennes de tri à proximité de la plateforme de l'ISDI et, comme abordé précédemment, revoit ses procédures.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 Mois

DREAL Occitanie – UID Tarn-Aveyron - CD
Société A2R – Lieu-dit Fargues à 81120 Dénat - 0006811385
Annexe photos – Inspection du 6 mars 2024 – planche 1/1



< Casier C4 amiantés >
déchets non recouverts



< déchets de plâtres en talus de l'ISDI

déchets indésirables >
ferraille, gaine
plastique...

